

LES SPÉCIAUX BERLIN LONDRES
ADRESSE PARIS (2°) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG, 02-57
PUBLI-CITE ANNONCES
142, Rue Montmartre, 142

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste
Séjour et Belgique-Cluse 18 fr. 8 fr. 4.50 1.00
Département et Colonies 21 10.50 5.25 1.75
Étranger 21 10.50 5.25 1.75
Union postale 21 10.50 5.25 1.75

LES GRANDS ASSAUTS

Dites-moi, avez-vous l'âme d'un grand capitaine ?

Vous n'êtes pas sûr, n'est-ce pas ?
Moi, je ne l'ai pas du tout ! L'âme du grand capitaine se révèle surtout admirable au milieu des revers. Vaincu, battu, roulé, râclé, le héros garde sa haute mine, son fier maintien et proclame qu'il n'a jamais été si près de la victoire. L'homme ordinaire, vous, moi, s'il nous tombe une tuile : « Ah ! Zut ! pas de veine, aujourd'hui ! C'est la forte tape ! » Mais lui : « La journée est à moi ! », dit-il.

Lundi, trois illustres et renommés capitaines, Barthou, Briand, Millerand, furent mis en pleine déroute et total désarroi. Mais Barthou fut le plus grand car tandis que Briand passait sans rien dire, la tête penchée, et que Millerand avait disparu comme dans une trappe, Barthou demeura, tint pied dans les couloirs, éleva la voix, et s'efforça, tout meurtri, de faire bonne contenance.

« Quoi ? disait-il, quoi ? et puis, après ? C'est encore nous les vrais vainqueurs ! Nous restons sur Maginot ! »

Sur Maginot ? Oui, Barthou, oui ! Vous restez sur Maginot, mais Doumergue reste sur le banc des ministères. Ce n'est pas tout à fait cela que vous aviez espéré. Si doux qu'il soit, de rester sur Maginot vous changeriez volontiers de siège avec Doumergue, n'est-ce pas ?

Barthou, vous sauvez la face, et, moi, vous n'avez pas tort. Mais moi, je vois encore votre face de vendredi soir. Vous rayonnez, mon ami, vous ne touchez plus terre, vous bondissez comme un cabri, de gaité pétulante. Ils étaient flambés, hein ? Savez-vous que ce soir-là j'ai vu sourire André Lefèvre ? Et il s'en apercevait, car il m'a crié : « Moi ? Je ris ! » Il y avait un peu d'exagération car son humeur n'est pas si folâtre, mais, en vérité, il souriait ! Bourré, lui, riait franchement. Une joie martiale éclairait le visage d'Étienne, et le contentement intime chauffait par en dedans les figures fermées de Briand et de Millerand.

Tel qui rit vendredi... Où s'étaient-ils envolés, lundi soir tous ces sourires ?

Tout ça, me reprochait doucement un confrère, tout ça, c'est la faute des unifiés ! Pourquoi n'avez-vous pas mis Doumergue au pied du mur ? Pourquoi ne l'avez-vous pas obligé à s'expliquer carrément sur les Trois Ans ? Alors il était pris entre vous et nous ! Et toi, en particulier, pourquoi n'as-tu pas repris tout affaire de l'autre jour ? Il fallait sommer Doumergue d'exécuter Maginot !

Je sais, mon vieux, je sais ! et votre assaut irrésistible eût emporté la place, si seulement nous vous avions ouvert la porte. Tu trouves, je le vois bien, que nous n'avons pas été chics. Le gros papa Abric ne m'a pas taché non plus.

Vous avez raison ! Nous sommes les ennemis des Trois Ans ? Alors, pourquoi ne pas culbuter un ministère qui n'ose pas, carrément, lâcher les Trois Ans ? La sincérité nous l'ordonne ! Le souci de notre dignité nous le commande ! Il faut, par franchise, par dignité, fourrer Doumergue à la porte et... vous faire place nette ! A ce prix-là, nous garderons votre estime.

Autrement, comme le disait très bien notre collègue Dubois l'autre jour, en agitant à la tribune des mains menaçantes, autrement, c'est du bluff ! Parbleu ! jamais vérité politique ne m'est apparue plus lumineuse ! Le meilleur moyen de démolir la loi de Trois Ans, c'est de faire le jeu des troisannistes. Et pour prouver à tous combien nous excrions cette loi-là, il faut jeter dehors Doumergue, qui la subit, afin de donner le pouvoir à Briand et Barthou, qui l'ont faite !

Que voulez-vous, j'aime mieux garder mon cheval borgne que de le changer pour un aveugle ! Mais Doumergue serre la main de Maginot ? Hé oui ! Je l'ai bien vu ! Entre nous, avouez que du moment qu'il le garde dans son cabinet, il ne peut guère éviter de lui serrer la main. On ne demande pas à un président du Conseil de désavouer un collaborateur ; on peut lui demander de s'en séparer voilà tout. Or, la santé du cabinet Doumergue n'est pas si florissante qu'on puisse exiger des amputations, même celle de Maginot.

Vendredi, nous avions arrêté Maginot parce que son haut-fourneau fumait trop. Encore paraît-il qu'il fumait moins contre nous que contre son concurrent Ferrette. Lundi, nous nous sommes contentés du contraste remarqué par tous, entre ses allures et le langage très mesuré de Noulens et de Doumergue.

Nous n' pouvions demander plus sans les culbuter tous. Vous nous en auriez félicités, soit ! Et puis vous vous seriez assis à leurs places en riant de nous et de nos hontes.

Au lieu de cela, vous l'avez subie, cette enquête que tous vos journaux maudissaient en chœur ; et quand Millerand est descendu de la tribune, ce n'est pas de nous qu'on a ri.

MARCEL SEMBAT.

Lépine candidat à Aubervilliers ?

Un bruit qui trouve fortement crédit dans la circonscription, s'est depuis peu répandu à Aubervilliers-Noisy-le-Sec. On prétend que M. Lépine, notre ancien consul policier, sentant sa situation électorale complètement perdue dans la Loire, aurait décidé de se présenter dans cette nouvelle circonscription de la Seine.

Des comités « lépiniens » seraient déjà en voie de formation.

Il s'agit de savoir si la classe ouvrière montrera plus disposée que les paysans de Montrouge à supporter l'insupportable morgue de l'ex-préfet de police, assembleur de militants socialistes.

Le Meurtre DE L'ANGLAIS BENTON

Un nouveau récit du Général Villa

D'après une dépêche de New-York, l'agence l'Information, le général Villa a fait, hier, à un groupe de journalistes, le récit de la mort de M. Benton.

M. Benton — a dit le général Villa — se présenta à mon bureau de Juarez, sous prétexte de m'entretenir d'affaires personnelles concernant sa femme. Aussitôt entré, il employa à mon égard un langage insultant.

Nous avons causé peu de temps, car presque aussitôt il porta la main à sa poche, en tira un revolver et se précipita sur moi. Il avait l'intention de me tuer. Je saisis sa main, le désarmant et, en même temps, pointai mon revolver sur le crâne de son estomac. Je ne desirais pas paraître sanguinaire ; je ne tirai pas. Des gardes furent appelés aussitôt et ils arrêtèrent mon agresseur.

Il fut décidé qu'il serait traduit, comme cela est régulier dans notre pays, devant le conseil de guerre. Benton fut exécuté dix-huit heures après son attentat contre moi. C'est tout !

Nous aurions traité absolument de la même façon un criminel du pays.

Après le prononcé du verdict, Benton dit qu'il n'en appelait pas à notre pitié, mais il demanda que sa propriété fût remise à sa femme. Nous lui donnâmes la promesse que cela serait fait.

On a dit que nous avions exécuté d'autres étrangers ; cela est absolument faux ! Benton est le seul !

Le général Villa a opposé un démenti



Le général VILLA M. BENTON

au rapport officiel qui annonce qu'un Américain d'origine allemande, nommé Bauch, aurait été conduit Chihuahua. Il dit ne rien savoir au sujet de Bauch.

Ces déclarations du général Villa confirment tout ce qui a été dit jusqu'ici du côté des constitutionnalistes sur l'affaire Benton.

Il faut attendre maintenant le rapport américain pour pouvoir se former une opinion précise sur la question.

Tan que ce rapport ne sera pas connu, il est impossible, comme le font certains journaux, de condamner la politique du président Wilson en ce qui concerne le problème mexicain.

Ce problème continue à préoccuper le gouvernement de Washington. Il paraît que le Sénat américain devra le discuter un de ces jours. Le débat, s'il se produit, aura lieu à huis clos.

C'est assez montrer l'importance attachée par les États-Unis à ce qui se passe en ce moment chez leur voisin du sud. — F. R.

LA BONNE MÉTHODE

Les malins de la réaction, ou qui se croient tels, nous disent : Pourquoi n'interpellez-vous pas tout de suite le gouvernement sur ses déclarations relatives à la loi militaire ? Cela veut dire :

« Vous, socialistes, vous lui reprochez d'être trop favorable à la loi ; nous, nationalistes, nous lui reprocherons d'être trop fidele, et nous lui ferons payer d'ailleurs, quel que soit son langage sur les trois ans, ses projets fiscaux. Ainsi, grâce à vous, nous ramènerons nos hommes au pouvoir. » Plainte manière de combattre la loi de trois ans en élevant de nouveau sur le pavé les Briand et les Barthou qui l'ont faite !

Notre méthode est différente et elle est plus sûre. Pour combattre la loi de trois ans, nous châtions, en les écartant du pouvoir, les hommes qui l'ont machinée.

Pour combattre la loi de trois ans, nous en dénonçons tous les jours les méfaits en nous appuyant sur l'expérience. Et c'est nous qui avons forcé la presse à rompre le silence qu'elle gardait sur la crise de maladie et de mort qui sévit sur les soldats par l'improvisante criminelle de la réaction militaire.

Pour combattre la loi de trois ans, nous nous opposons, dans quelques jours, de toutes nos forces, au projet ministériel sur les unités nouvelles ; nous dénoncerons les effets militaires déplorables du régime qui a prévalu ; et nous pressurerons le gouvernement et la Chambre de s'engager dans des voies nouvelles. Si ce jour-là les antimilitaristes de la droite et du centre veulent nous suivre, le ministère qu'ils sont impatients d'abattre aura vécu.

Enfin, pour combattre la loi de trois ans, nous travaillons passionnément à en faire porter le poids sur ces classes riches dont l'ineptie a imposé au pays un militarisme de routine et dont l'égoïsme monstrueux se refuse à le payer. Là sera le frein ; là sera, pour les chauvins enivrés de réaction, le sujet de méditation salutaire.

Il nous aurons le droit de dire dans quelques semaines au suffrage universel : Regardez les deux équipes. Il y a d'un côté l'équipe réactionnaire et antimilitariste qui a imposé au pays un régime absurde et épuisant et qui s'est refusée aux sacrifices fiscaux consentis par la bourgeoisie anglaise et la bourgeoisie allemande. Nous n'avons pas fait son jeu, quoique elle ait supposé que nous étions assez sots pour nous laisser piquer à ses ironies. Mais regardez l'équipe du radicalisme gouvernemental. Elle ne peut pas nous accuser d'avoir paralysé son action et entravé sa marche. Elle ne peut pas alléguer que si elle a manqué de courage contre l'adversaire, c'est qu'elle craignait de n'être pas soutenue par nous dans le combat. Nous avons poussé la patience jusqu'à l'extrême limite. Nous avons ouvert un large crédit. Et cependant le parti radical n'a pas su utiliser la défaite de la réaction de MM. Barthou et Briand, il n'a pas su utiliser la bonne volonté républicaine du Parti socialiste pour secouer le joug odieux et accablant de ce que le comité de la rue de Valois appelle lui-même le conservatisme militaire. Il n'a pas osé, il n'a pas su marquer d'embellie la direction de l'effort de défense qui doit nous conduire à la nation armée et, par elle, à la pleine sauvegarde de la patrie, de son intégrité, de sa fierté !

Et c'est au Parti socialiste qu'iront toutes les forces vives du prolétariat et de la démocratie.

N'en déplaise à messieurs les réactionnaires, c'est par là que sera assurée la défaite de la loi de trois ans, non par une complaisance naïve à leurs grossières manœuvres.

JEAN JAURÈS.

Nombre de nos abonnés à ce jour :

12.593

Le Drame DE LA GRAND'PALUD

Les Couilles de l'Affaire Cadiou

Brest, 24 février. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier). — Si le parquet considère qu'il n'a pas à chercher d'autre coupable que celui dont il s'est déjà assuré en faisant écrouer l'ingénieur Pierre, il n'en demeure pas moins incertain sur les véritables motifs du drame. Les raisons qui ont poussé le meurtrier à supprimer Cadiou n'apparaissent encore pas très nettement. C'est en cela que réside aujourd'hui le mystère dont est entouré l'assassinat.

L'opinion publique à Landerneau comme à Brest s'est passionnément attachée à découvrir les motifs qui pouvaient expliquer le geste criminel. Les commentaires et les polémiques ont pris un caractère d'actualité d'autant plus aigu que des querelles politiques ont été fort adroitement soulevées et envenimées.

Aussi n'est-il pas inutile, tandis que l'instruction se poursuit dans une période de calme, de présenter ici ce que l'on peut appeler les couilles de l'affaire Cadiou.

Dès les premiers jours où, sur une plainte adressée au préfet du Finistère par M. Cloarec, député de Morlaix, on commença à s'inquiéter de la disparition du directeur de la Grand'Palud, la presse réactionnaire de la région s'efforça de présenter le mystère comme ayant des dessous financiers et politiques à la fois. Fort habilement, les organes conservateurs firent ressortir certains propos tenus par M. Cadiou et laissèrent entendre que les ennemis dont le directeur disparu avait signalé les attaques ne pouvaient être que des personnalités de la région bretonne acharnées à la perte de l'ancien avoué. Les propos les plus contradictoires, les actes ou les écrits les plus insignifiants étaient relevés, amplifiés et relatés comme ayant une corrélation étroite avec l'affaire elle-même.

On arriva rapidement ainsi à faire accepter l'opinion qu'un véritable complot s'était noué dans le dessein ténébreux de faire disparaître Cadiou, d'acquiescer ainsi à très bon compte l'usine qu'il dirigeait à Landerneau. Certains journaux présentèrent même au public des noms de conjurés, et c'est tout juste s'ils ne demandèrent pas l'arrestation des conspirateurs pour incitation au meurtre.

La manœuvre réactionnaire

Vous représentez-vous tout l'intérêt que la presse réactionnaire attachait à poursuivre cette campagne ? L'approche des élections l'incitait à créer un courant d'opinion défavorable à ses adversaires politiques, et l'occasion lui paraissait favorable. Le plan était simple ; le voici dans ses grandes lignes :

Si on avait tué M. Cadiou, c'était pour faire disparaître un concurrent gênant et prendre sa place. Le groupe des conspirateurs n'avait donc pas hésité à suggérer le meurtre. Certes, on prenait des précautions oratoires pour dénigrer les conjurés, mais on estimait que ceux-ci pouvaient être capables d'aller jusqu'à la complexité morale avec l'assassin. Admettez un hasard qui est venu favoriser cette manœuvre réactionnaire. Il se trouve que l'homme soupçonné, dénoncé quarante-huit heures après la disparition de M. Cadiou, est justement en relations avec le principal conspirateur. On arrête l'ingénieur et, autre argument en faveur de la thèse réactionnaire, cet ingénieur a signé un contrat qui l'engage avec le groupement industriel que l'on cherche à accuser.

Alors, on déclare aussitôt en présentant sous un jour tout spécial ces divers événements, que Pierre a été l'instrument d'une coalition criminelle et que cette coalition compte, comme l'un des membres les plus en vue, une personnalité politique.

Il est évident que l'on n'a pas présenté la succession et la relation des diverses phases de l'enquête d'une façon aussi précise. On a procédé par insinuations habiles, par réticences savantes. On a même déclaré parfois que l'on se bornait à enregistrer les bruits mis en circulation. Puis, à mesure que l'instruction se poursuivait, on a prononcé des noms, on a cité des faits et l'on est ainsi arrivé à faire admettre aux lecteurs la vraisemblance d'un complot ourdi contre le directeur de la Grand'Palud.

Mais, contre la vérité, ces manœuvres ne pouvaient réussir longtemps à créer l'équilibre et à soutenir la campagne de calomnies. Des faits eux-mêmes sont venus établir que s'il existait une conspiration, c'était uniquement celle qui s'est affirmée par le concert de tous les journaux réactionnaires dans leurs tentatives de diffamation, aujourd'hui avortées.

Il suffira donc de vous exposer très simplement les événements et de présenter les personnages pour que la lumière éclaire et que l'on voit déjouée la tactique des calomnieux, maintenant confondus. — Raymond FIGEAC.

MARDI-GRAS

Plus de soleil que de liesse

La pluie, la rafale, la neige, qui si souvent attristèrent les batailles de confetti du Mardi-Gras, en mettant les combattants en déroute, nous ont fait hier pleine grâce.

Au contraire, si le vent était frais, le soleil ne boude que quelques instants, à différentes reprises.

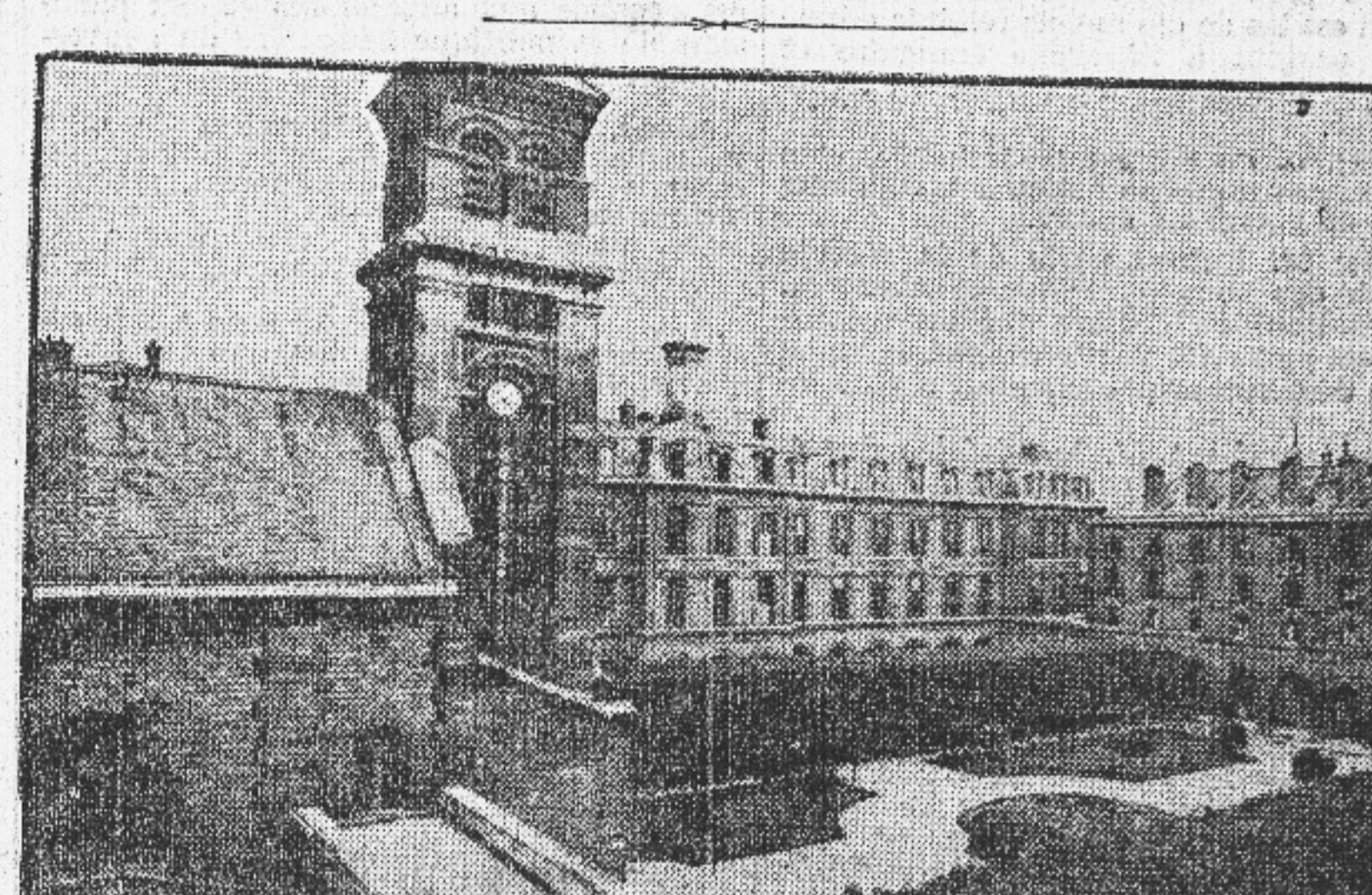
Et cependant la gaieté d'autrefois, celle que la pluie ni la neige n'arrivaient à éteindre, n'a pas régné. Certes, il y avait du monde, beaucoup de monde, la foule même sur les grands boulevards. Mais cependant ce n'était point la foule énorme, pressée, houleuse, avec, sur cette mer mouvante, la pluie serrée des confetti, le vol ininterrompu des serpents, le jaillissement des « masques » tapageurs, hissés sur les épaules de drilles hilares.

Peu de gens costumés, et mal costumés encore. Davantage d'enfants, peut-être travestis, et surtout — la remarque s'impose — en soldats. Dans des 15 ans, on les travestira à nouveau, les mêmes. Ils en seront moins heureux.

Seul, le quartier Latin s'est un peu animé à la mode désormais ancienne.

LA JOIE A L'HOPITAL

Une séance de prestidigitation à l'hôpital Tenon. — Des enfants de quarante ans



LA COUR D'HONNEUR DE L'HOPITAL TENON

Dans l'amphithéâtre des cours de l'hôpital Tenon, deux cents convalescents sont rassemblés. Les hommes, vêtus de gros bleu, montrent des visages pâles encore auxquels la barbe dure conserve l'apparence des visages malades. Les femmes, assises sur les premiers rangs des gradins, ont généralement des yeux qui éclatent de joie et de curiosité. Parmi elles, des adolescentes, petites filles d'hier, ra-jouées par la libre coulée de leurs cheveux sur les épaules ; et aussi de vieilles grandmères qui rient.

Tous regardent devant eux, avec l'attention un peu anxieuse des enfants qui vont voir pour la première fois la lanterne magique. Le professeur Gay, prestidigitateur attiré des hôpitaux parisiens, déploie pour eux ses talents. C'est un homme qui sait parler à son public, plaisanter sans quitter le ton sérieux et faire rire d'une remarque les plus obstinément renfrognés.

A son appel les cartes à jouer sortent par douzaines, par centaines d'un chapeau dont tout le monde a pu vérifier le fond honnête et sans truquage ; une pluie de petits drapeaux s'abat d'un dôme d'ombrelle et tous ces drapeaux vont paviser les boutonnières des hommes, les rudes corsages des femmes ; on dirait que les malades ont défilés un par terre. Une montre, prêtée par un spectateur, quitte mystérieusement la boîte dans quoi on l'avait enfermée à clef et va se fixer au mur sur une planchette ; des ardoises innocentes et vierges se couvrent, à distance, au commandement du magicien, des chiffres que le public a désignés ; les applaudissements résonnent dans la petite salle.

A tout âge, les êtres humains, les plus affligés et les plus soucieux même, restent des enfants. Il ne leur faut que l'occasion de manifester cette perpétuelle jeunesse de leur âme. Quand on est soldat, on joue à saute-mouton, aux billes et au chat-perché avec le même plaisir qu'à douze ans. Ici, ces hommes et ces femmes, pour qui le présent est douloureux et l'avenir incertain, ces gens de quarante ans — et de soixante — rient comme des écoliers aux bons tours de passe-passe qui ont charmé des générations d'enfants sages. Ils sont transfigurés ; on ne se dirait plus en présence de malades ; l'attention fixe le rictus sur leur bouche entrouverte ; une jeune fille renverse la tête en arrière en répétant : « Ah ! je m'amuse, ah ! je m'amuse ».

Mais tout le monde devient sérieux. Le professeur a demandé : « Nous allons procéder à des expériences de suggestion et de transmission de pensée. Y a-t-il des incroyables dans l'assistance ? » Oui, il y en a. Un d'abord, qui lève un doigt au-dessus de toutes les têtes. Cette forte personnalité provoque des imitateurs : cinq mains se lèvent. Les incroyables prennent un air grave et digne comme il convient à des esprits forts ; ils ont conscience de leurs responsabilités, on voit qu'en ce moment ils ne plaisantent pas. C'est sérieux.

L'expérimentateur prie de descendre au pied de l'amphithéâtre ; c'est sur eux mêmes qu'il exercera son pouvoir. Aussitôt descendu, un des incroyables se recuse ; non, décidément, il n'ose pas ; il redouté des choses vagues ; il regagne précipitamment sa place sous les rires et les huées de ses compagnons.

Aux autres sages, l'artiste fait répéter le mot, le chiffre qu'une personne de l'assistance a écrits en secret sur de petits papiers ; il proclame les mots qu'eux-mêmes ont tracés sur les feuilles qui serrent entre leurs doigts.

Écrivez un nom.

L'homme écrit, loin des regards de l'expérimentateur.

— Eh bien ! monsieur, dit celui-ci, vous avez écrit, Jules Mathieu.

— C'est vrai, proclame le convalescent, stupéfait et saisi de respect, même que c'est mon nom !

Un jeune homme et une jeune fille disent des vers. Et les habits bleus se réparent lentement dans les couloirs. L'administration de l'Assistance publique consacre six cents francs par an à ces petites réjouissances. La fête se renouvelle chaque mois dans un hôpital différent. Ce sont des fêtes rares. Il faudrait qu'elles fussent plus fréquentes. C'est une heure volée aux chagrins et aux soucis et quand elle est passée, les médecins trouvent généralement une amélioration dans l'état de leurs malades. Le pouvoir curatif de la joie ! — L.-M. B.

ON RACCOMMODE LES CŒURS

Comment les D^{rs} Carrel et Tuffier arrêtent la circulation et "rapiecent" l'aorte

Les cœurs, parfaitement, on les raccommode comme une simple chambre à air ! L'opération est plus délicate et l'on ne peut, évidemment la pratiquer sur le talus des grandes routes. Mais à l'Institut Rockefeller de New-York, les docteurs Carrel et Tuffier l'ont pratiquement réussie.

Il ne s'agit pour l'instant que de cœurs de chiens et le raccommode des blessures d'amour au tendre cœur des hommes n'est pas encore entrepris.

Mais nos docteurs sont convaincus que bientôt, aiguille et scalpel en mains, ils pourront soulager et guérir nombre de cardiaques et particulièrement ceux qui souffrent d'insuffisance ou de rétrécissement aortique.

Cet espoir n'est pas chimérique, à en juger par les quatre expériences faites en *anima vivit*. Ils ont ouvert le thorax à des chiens, atteint le cœur ouvert, l'aorte, coupé sur l'incision faite une véritable pièce à non de coutchouc, mais de tissu vivant conservé en glacière depuis des jours.

Il y a là une série de merveilleux tours d'adresse et de science : il faut par exemple, pour éviter l'entrée de l'air dans les artères, arrêter les battements du cœur. Les docteurs Carrel et Tuffier ont pu produire cet arrêt pendant trois minutes, sans danger pour le sujet et c'est pendant ces trois minutes que l'incision est faite sous la pièce déjà mise en place, et que celle-ci est cousue.

Le sang reprend alors son cours et gonfle le vaisseau ainsi rapiecent ; le rétrécissement aortique a disparu ; la circulation de sang normale et le patient guérit.

Le cœur de l'homme présente des zones dangereuses qu'on ne peut aborder sans provoquer la mort ; mais il présente quelques zones où l'intervention chirurgicale peut s'effectuer sans danger : parmi celles-là est précisément celle qui permet d'atteindre le siège de certaines infirmités cardiaques dont s'accompagne ordinairement le rhumatisme articulaire et l'artério-sclérose. C'est pourquoi les docteurs Carrel et Tuffier — ce dernier le disait hier à l'Académie de médecine — ont le ferme espoir de pouvoir bientôt réaliser sur l'homme la nouvelle opération qu'ils ont réussie sur des chiens. — F. POIT.

COMMISSAIRE CAMBRIOLÉ

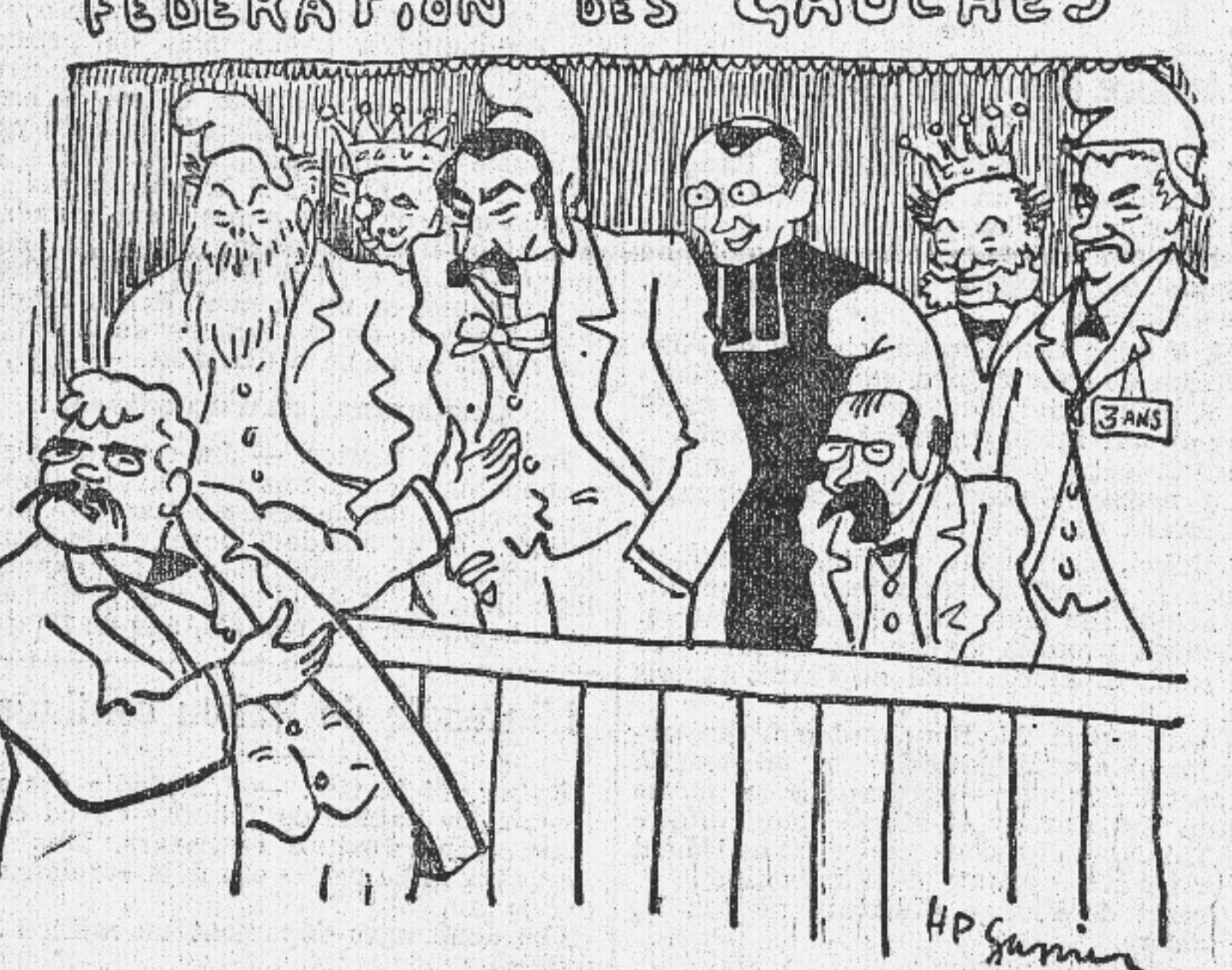
Nancy, 24 février. — M. Barbier, commissaire spécial de la gare de Nancy qui s'était rendu la nuit dernière à Briey, pour une enquête, a constaté, à son retour, que ses appartements avaient été cambriolés.

Une somme de 800 francs en or et 8,000 francs de titres ont disparu.

LES « RÉPUBLICAINS D'AUTORITÉ »

Quel dommage que Millerand n'ait pas montré à la France la figure des républicains d'autorité qu'elle attend désormais au gouvernement. — (Henry BERENGER)

FÉDÉRATION DES GAUCHES



HP GARNIER